



RAPPORT DE GESTION

TABLE DES MATIÈRES

PROFIL DE L'ENTREPRISE	2
FAITS SAILLANTS DEPUIS LA FIN DU PREMIER TRIMESTRE 2016	2
MESURES NON NORMALISÉES SELON LES IFRS	3
INDICATEUR CLÉ DE RENDEMENT	6
ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS	7
ANALYSE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ	11
FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE	19
INFORMATIONS ADDITIONNELLES	26
SÉLECTION DE DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES	31

PROFIL DE L'ENTREPRISE

Le présent rapport de gestion de Québecor inc. couvre les principales activités du deuxième trimestre 2016 ainsi que les plus importants changements effectués en regard de l'exercice financier précédent. Québecor inc. est une société de gestion détenant une participation de 81,07 % dans Québecor Média inc., l'un des plus importants conglomérats de médias du Canada. Québecor Média inc. exerce ses activités dans les secteurs suivants : Télécommunications, Média, Sports et divertissement. Québecor Média inc. déploie une stratégie de convergence qui s'appuie sur les synergies entre ses différentes propriétés. À moins d'avis contraire, les références à « Québecor » ou à la « Société » désignent Québecor inc. et ses filiales et les références à « Québecor Média » désignent Québecor Média inc. et ses filiales.

Le 9 septembre 2015, Québecor Média a réalisé un rachat partiel de la participation détenue dans Québecor Média par CDP Capital d'Amérique Investissement inc., une filiale de la Caisse de dépôt et placement du Québec. Toutes les actions ainsi rachetées ont été annulées. À la suite de cette transaction, la participation de la Société dans Québecor Média est passée de 75,36 % à 81,07 %.

Le présent rapport devrait être lu en parallèle avec les informations contenues dans les états financiers consolidés et le rapport de gestion de l'exercice financier terminé le 31 décembre 2015. Tous les montants sont en dollars canadiens à moins d'avis contraire.

Au cours du quatrième trimestre 2015, la Société a modifié sa structure organisationnelle et transféré ses activités de distribution et de production de musique du secteur Sports et divertissement au secteur Média. Par conséquent, les chiffres des périodes antérieures présentés dans l'information sectorielle de la Société ont été retraités pour refléter ces changements.

Dans le présent rapport de gestion, seules les activités d'exploitation poursuivies de Québecor sont considérées dans l'analyse des résultats d'exploitation sectoriels.

FAITS SAILLANTS DEPUIS LA FIN DU PREMIER TRIMESTRE 2016

- Les revenus de Québecor ont totalisé 992,5 M\$ au deuxième trimestre 2016, en hausse de 28,7 M\$ (3,0 %) par rapport à la même période de 2015.

Télécommunications

- Au deuxième trimestre 2016, le secteur Télécommunications a affiché une croissance de 38,9 M\$ (5,2 %) de ses revenus et de 20,3 M\$ (5,9 %) de son bénéfice d'exploitation ajusté.
- Progression importante des revenus de Vidéotron ltée (« Vidéotron ») au deuxième trimestre 2016 en téléphonie mobile (26,5 M\$ ou 27,5 %), en accès Internet (16,5 M\$ ou 7,3 %), pour les services affaires (10,3 M\$ ou 62,0 %) et pour le service de vidéo sur demande par abonnement Club illico (« Club illico ») (2,0 M\$ ou 37,0 %).
- Augmentation de 33 200 lignes (4,2 %) en téléphonie mobile au cours du deuxième trimestre 2016, par rapport au trimestre précédent.
- Revenu mensuel moyen par abonné (« RMPA ») de Vidéotron de 143,01 \$ au deuxième trimestre 2016, contre 133,71 \$ à la même période de 2015, soit une croissance de 9,30 \$ (7,0 %).
- Le 13 juillet 2016, Vidéotron a procédé au lancement du service d'accès Internet Fibre hybride Giga, qui permet aux clients des services résidentiel et affaires de bénéficier de vitesses allant jusqu'à 940 Mbit/s. Ce produit réaffirme le leadership de l'entreprise dans le domaine de l'accès Internet à très haute vitesse, où Vidéotron fait figure de chef de file depuis plus de 20 ans.

Média

- Le 20 juin 2016, Québecor Groupe Média a annoncé le lancement d'Immersion, un nouveau format publicitaire vidéo permettant aux entreprises et à leurs marques d'exploiter du contenu existant afin de réduire les coûts associés à la production de vidéos publicitaires. Cette technologie novatrice déploie en mode plein écran des vidéos haute résolution parfaitement intégrées à l'ergonomie de la majorité des sites Web.
- Le 12 avril 2016, Groupe TVA inc. (« Groupe TVA ») a lancé l'application Molto, un nouveau kiosque numérique permettant aux utilisateurs de consommer à volonté l'intégralité des contenus de tous ses magazines sur une tablette ou un téléphone intelligent.

Sports et divertissement

- Le 7 avril 2016, GesteV est devenue la signature officielle de l'ensemble des événements et des spectacles qui seront produits par Québecor. Ce regroupement s'appuie sur l'expérience de 25 années de Gestion d'événements GesteV inc. en organisation d'événements et mise sur la crédibilité de sa marque pour s'établir comme un joueur de premier plan dans le monde du spectacle et du divertissement.

Opérations financières

- En juin 2016, Québecor a modifié sa facilité de crédit renouvelable afin de proroger son échéance jusqu'en juillet 2019, Québecor Média a modifié sa facilité de crédit renouvelable garantie afin de proroger son échéance jusqu'en juillet 2020 et Vidéotron a modifié sa facilité de crédit renouvelable garantie et sa facilité de crédit renouvelable non garantie afin de proroger leur échéance jusqu'en juillet 2021. Certaines conditions relatives à ces facilités de crédit ont également été modifiées.

MESURES NON NORMALISÉES SELON LES IFRS

Les mesures non normalisées selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») utilisées par la Société pour évaluer son rendement financier, telles que le bénéfice d'exploitation ajusté, le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies, les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs et les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de la filiale Québecor Média ne sont pas calculées selon, ni ne sont reconnues par les IFRS. La méthode de calcul des mesures financières hors IFRS de la Société peut différer de celles utilisées par d'autres entreprises et, par conséquent, celles qu'elle présente dans ce rapport de gestion peuvent ne pas être comparables à d'autres mesures ayant des noms semblables divulguées par d'autres entreprises.

Bénéfice d'exploitation ajusté

Dans son analyse des résultats d'exploitation, la Société définit le bénéfice d'exploitation ajusté, tel que concilié avec le bénéfice net conformément aux IFRS, comme le bénéfice net avant l'amortissement, les frais financiers, (la perte) le gain sur évaluation et conversion des instruments financiers, la charge de restructuration des activités d'exploitation et autres éléments, la dépréciation de l'écart d'acquisition, la perte sur refinancement de dettes, les impôts sur le bénéfice et la perte liée aux activités abandonnées. Le bénéfice d'exploitation ajusté, tel que décrit ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS. Ce n'est pas non plus une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation du rendement financier ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidités. Cette mesure ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement calculées selon les IFRS. La Société se sert du bénéfice d'exploitation ajusté pour évaluer le rendement de ses investissements dans Québecor Média. La direction et le conseil d'administration de la Société utilisent cette mesure pour évaluer tant les résultats consolidés de la Société que les résultats des secteurs d'exploitation qui en font partie. Cette mesure élimine le niveau substantiel de dépréciation et d'amortissement des actifs corporels et incorporels et n'est pas affectée par la structure du capital ou par les activités d'investissement de la Société et de ses secteurs d'activité.

En outre, le bénéfice d'exploitation ajusté est utile, car il constitue un élément important des régimes de rémunération incitative annuels de la Société. Toutefois, cette mesure est limitée puisqu'elle ne tient pas compte du coût périodique des actifs corporels et incorporels nécessaires pour générer les revenus des secteurs de la Société. D'autres mesures qui tiennent compte de ces coûts, telles que les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs et les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de la filiale Québecor Média, sont également utilisées par la Société. La définition du bénéfice d'exploitation ajusté de la Société peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises.

Le tableau 1 présente le rapprochement du bénéfice d'exploitation ajusté avec le bénéfice net divulgué aux états financiers consolidés résumés de Québecor.

Tableau 1**Rapprochement du bénéfice d'exploitation ajusté présenté dans ce rapport avec le bénéfice net divulgué aux états financiers consolidés résumés**

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2016	2015	2016	2015
Bénéfice (perte) d'exploitation ajusté(e) :				
Télécommunications	362,5	\$ 342,2	\$ 721,2	\$ 685,7
Média	6,9	11,1	4,2	5,0
Sports et divertissement	(4,1)	(3,9)	(4,9)	(3,8)
Siège social	(5,0)	(0,1)	(5,5)	1,6
	360,3	349,3	715,0	688,5
Amortissement	(161,7)	(167,0)	(323,4)	(348,5)
Frais financiers	(80,1)	(80,8)	(160,9)	(168,6)
(Perte) gain sur évaluation et conversion des instruments financiers	(56,4)	45,9	(49,8)	40,8
Restructuration des activités d'exploitation et autres éléments	(5,6)	(5,7)	(13,5)	(10,1)
Dépréciation de l'écart d'acquisition	-	(30,0)	-	(30,0)
Perte sur refinancement de dettes	-	(13,8)	-	(12,1)
Impôts sur le bénéfice	(31,3)	(5,5)	(59,0)	(27,4)
Perte liée aux activités abandonnées	-	(11,8)	-	(16,1)
Bénéfice net	25,2	\$ 80,6	\$ 108,4	\$ 116,5

Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies

La Société définit le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies, tel que concilié avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires conformément aux IFRS, comme le bénéfice net attribuable aux actionnaires avant (la perte) le gain sur évaluation et conversion des instruments financiers, la charge de restructuration des activités d'exploitation et autres éléments, la dépréciation de l'écart d'acquisition, la perte sur refinancement de dettes, déduction faite des impôts sur le bénéfice afférents aux ajustements et du bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle afférent aux ajustements, et avant la perte liée aux activités abandonnées attribuable aux actionnaires. Le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies, tel que décrit ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS. Cette mesure ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement calculées selon les IFRS. La Société utilise le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies pour analyser les tendances en matière de rendement de ses activités. Les éléments énumérés ci-dessus sont exclus du calcul de cette mesure puisqu'ils nuisent à la comparabilité des résultats financiers. Le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies est plus représentatif aux fins d'évaluation du bénéfice prévisible. La définition du bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises.

Le tableau 2 présente le rapprochement du bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires divulgué aux états financiers consolidés résumés de Québec.

Tableau 2**Rapprochement du bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies présenté dans ce rapport avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires divulgué aux états financiers consolidés résumés**

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2016	2015	2016	2015
Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies	69,9	\$ 66,5	\$ 137,6	\$ 107,9
(Perte) gain sur évaluation et conversion des instruments financiers	(56,4)	45,9	(49,8)	40,8
Restructuration des activités d'exploitation et autres éléments	(5,6)	(5,7)	(13,5)	(10,1)
Dépréciation de l'écart d'acquisition	–	(30,0)	–	(30,0)
Perte sur refinancement de dettes	–	(13,8)	–	(12,1)
Impôts sur le bénéfice afférents aux ajustements ¹	1,1	6,8	3,2	3,9
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle afférent aux ajustements	0,8	11,5	2,2	12,3
Activités abandonnées	–	(9,1)	–	(11,2)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	9,8	\$ 72,1	\$ 79,7	\$ 101,5

¹ Y compris l'impact de la fluctuation de l'impôt sur le bénéfice, applicable sur les éléments ajustés, pour des raisons statutaires ou dans le cadre de transactions fiscales.

Flux de trésorerie d'exploitation des secteurs

Les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs représentent le bénéfice d'exploitation ajusté, moins les acquisitions d'immobilisations et les acquisitions d'actifs incorporels (exclusion faite des montants déboursés pour l'acquisition ou le renouvellement de licences), plus le produit de l'aliénation d'éléments d'actif. La Société utilise les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs comme indicateur de liquidités générées par ses secteurs. Les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs représentent les fonds disponibles pour les paiements d'intérêts et d'impôts, les déboursés relatifs aux programmes de restructuration, les acquisitions d'entreprises, les acquisitions et renouvellements de licences, le paiement de dividendes, la distribution de capital versé par Québecor Média, le remboursement de la dette à long terme et le rachat de participations ne donnant pas le contrôle. Les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs ne sont pas une mesure de la liquidité établie conformément aux IFRS. Il ne s'agit pas d'une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation du rendement financier ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidités. Les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs sont utilisés par la direction et le conseil d'administration pour évaluer les fonds générés par l'exploitation de ses secteurs. La définition des flux de trésorerie d'exploitation des secteurs de la Société peut différer de celle adoptée par d'autres entreprises. Les tableaux 7 et 8 présentent le rapprochement des flux de trésorerie d'exploitation des secteurs avec les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies divulgués aux états financiers consolidés résumés de Québecor.

Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de la filiale Québecor Média

Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de la filiale Québecor Média représentent les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies de la filiale selon les IFRS, moins les acquisitions d'immobilisations et les acquisitions d'actifs incorporels (exclusion faite des montants déboursés pour l'acquisition ou le renouvellement de licences), plus le produit de l'aliénation d'éléments d'actif. Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies sont utilisés par la direction et le conseil d'administration de la Société pour évaluer les fonds générés par l'exploitation de la filiale Québecor Média. Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies représentent les fonds disponibles dans Québecor Média pour les acquisitions d'entreprises, les acquisitions et renouvellements de licences, le paiement de dividendes, la distribution de capital versé, le remboursement de la dette à long terme et le rachat d'actions. Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies ne sont pas une mesure de la liquidité établie conformément aux IFRS. Il ne s'agit pas d'une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation du rendement financier ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidités. La définition des flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de la Société peut différer de celle adoptée par d'autres entreprises.

Le tableau 8 présente le rapprochement des flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de Québec Média avec les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation divulgués aux états financiers consolidés résumés de Québecor.

INDICATEUR CLÉ DE RENDEMENT

La Société se sert d'un indicateur clé de rendement qui est fréquemment utilisé dans l'industrie, soit le RMPA. Cet indicateur sert à mesurer les revenus mensuels générés par la télévision par câble, l'accès Internet, la téléphonie par câble et mobile et Club illico, par abonné moyen de base. Le RMPA n'est pas une mesure établie conformément aux IFRS et la définition et la méthode de calcul utilisées par la Société peuvent différer de celles utilisées par d'autres entreprises. La Société calcule le RMPA en divisant ses revenus combinés de télévision par câble, d'accès Internet, de téléphonie par câble et mobile, et de Club illico, par le nombre moyen d'abonnés de base durant la période visée, puis divise ce résultat par le nombre de mois de cette même période.

ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE QUÉBECOR

Comparaison des deuxièmes trimestres 2016 et 2015

Revenus de 992,5 M\$, en hausse de 28,7 M\$ (3,0 %).

- Augmentation dans les secteurs Télécommunications (38,9 M\$ ou 5,2 % des revenus du secteur) et Sports et divertissement (4,6 M\$).
- Diminution dans le secteur Média (22,4 M\$ ou -8,9 %).

Bénéfice d'exploitation ajusté de 360,3 M\$, en hausse de 11,0 M\$ (3,1 %).

- Hausse dans le secteur Télécommunications (20,3 M\$ ou 5,9 % du bénéfice d'exploitation ajusté du secteur).
- Diminution dans le secteur Média (4,2 M\$ ou -37,8 %). Écart défavorable dans le secteur Sports et divertissement (0,2 M\$ ou -5,1 %) et au siège social (4,9 M\$), expliqué essentiellement dans ce dernier cas par l'écart défavorable de la charge de rémunération à base d'actions.
- La variation de la juste valeur des options d'achat d'actions de Québecor Média a entraîné un écart favorable de 0,3 M\$ relativement à la charge de rémunération à base d'actions au deuxième trimestre 2016, par rapport à la même période de 2015. Par ailleurs, la variation de la juste valeur des options d'achat d'actions de Québecor a entraîné un écart défavorable de 6,7 M\$ lié à la charge de rémunération à base d'actions de la Société au deuxième trimestre 2016.

Bénéfice net attribuable aux actionnaires de 9,8 M\$ (0,08 \$ par action de base) au deuxième trimestre 2016, contre 72,1 M\$ (0,59 \$ par action de base) à la même période de 2015, soit une diminution de 62,3 M\$ (0,51 \$ par action de base).

- Cet écart défavorable s'explique essentiellement par :
 - un écart défavorable de 102,3 M\$ au chapitre de la perte et du gain sur évaluation et conversion des instruments financiers, dont 105,3 M\$ sans incidence fiscale ;
 - l'augmentation de 25,8 M\$ de la charge d'impôts sur le bénéfice.

Contrebalancés en partie par :

- l'écart favorable de 30,0 M\$ attribuable à l'inscription d'une charge de dépréciation de l'écart d'acquisition au deuxième trimestre 2015 (sans incidence fiscale) ;
- l'écart favorable de 13,8 M\$ relativement à une perte sur refinancement de dettes inscrite au deuxième trimestre 2015 ;
- l'écart favorable de 11,8 M\$ au chapitre de la perte liée aux activités abandonnées ;
- la hausse de 11,0 M\$ du bénéfice d'exploitation ajusté ;
- la diminution de 5,3 M\$ de la charge d'amortissement.

Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies de 69,9 M\$ (0,57 \$ par action de base) au deuxième trimestre 2016, contre 66,5 M\$ (0,54 \$ par action de base) à la même période de 2015, soit une hausse de 3,4 M\$ (0,03 \$ par action de base).

Charge d'amortissement de 161,7 M\$ au deuxième trimestre 2016, soit une baisse de 5,3 M\$ qui s'explique principalement par l'impact de la fin de la durée d'utilité comptable de certains actifs acquis dans le cadre de l'acquisition de Vidéotron en octobre 2000, contrebalancée en partie par l'impact des investissements en immobilisations effectués dans le secteur Télécommunications, dont l'amortissement des immobilisations relatif à l'accroissement de la capacité des réseaux filaire et sans fil.

Frais financiers de 80,1 M\$, en baisse de 0,7 M\$, expliquée surtout par l'impact de la baisse des taux d'intérêt applicables aux dettes à long terme due aux refinancements effectués à des taux d'intérêt inférieurs, contrebalancé en partie par un niveau moyen d'endettement plus élevé.

Perte sur évaluation et conversion des instruments financiers de 56,4 M\$ au deuxième trimestre 2016, contre un gain de 45,9 M\$ au deuxième trimestre 2015, soit un écart défavorable de 102,3 M\$ qui s'explique essentiellement par la variation défavorable, sans incidence fiscale, de la perte et du gain sur les dérivés incorporés liés aux débentures convertibles.

Charge de restructuration des activités d'exploitation et autres éléments de 5,6 M\$ au deuxième trimestre 2016, contre 5,7 M\$ à la même période de 2015, soit un écart favorable de 0,1 M\$. Ces charges inscrites aux deuxièmes trimestres 2016 et 2015 sont attribuables à différents programmes de réduction d'effectifs dans les secteurs de la Société et à la migration des clients des services analogiques vers les services numériques dans Vidéotron.

Charge de dépréciation de l'écart d'acquisition de 30,0 M\$ au deuxième trimestre 2015.

- Au deuxième trimestre 2015, Québec Média avait réalisé un test de dépréciation annuel sur son unité génératrice de trésorerie (« UGT ») Journaux, qui continuait d'être affectée par le passage au numérique et les conditions difficiles du marché. Québec Média avait conclu que la valeur recouvrable de cette UGT, basée sur la juste valeur moins les coûts de disposition, était inférieure à la valeur comptable. En conséquence, le secteur Média avait enregistré une charge non monétaire de dépréciation de l'écart d'acquisition de 30,0 M\$, sans incidence fiscale.

Perte sur refinancement de dettes de 13,8 M\$ au deuxième trimestre 2015.

- Conformément à un avis émis le 16 juin 2015, Vidéotron avait remboursé, le 16 juillet 2015, la totalité de ses billets de premier rang d'un montant en capital global de 75,0 M\$US, émis le 15 avril 2008 et en circulation, portant intérêt à un taux de 9,125 % et échéant le 15 avril 2018, pour un prix de 101,521 % du montant nominal, et avait réalisé l'actif des contrats de couverture afférents. Une perte de 0,2 M\$ avait été comptabilisée dans l'état consolidé des résultats au cours du deuxième trimestre 2015 relativement à ce remboursement, y compris un gain net de 2,1 M\$ enregistré auparavant dans les autres éléments du résultat global.
- Conformément à un avis émis le 16 juin 2015, Vidéotron avait remboursé, le 16 juillet 2015, la totalité de ses billets de premier rang d'un montant en capital global de 300,0 M\$, émis le 13 janvier 2010 et en circulation, portant intérêt à un taux de 7,125 % et échéant le 15 janvier 2020, pour un prix de 103,563 % du montant nominal. Une perte de 13,6 M\$ avait été comptabilisée dans l'état consolidé des résultats au cours du deuxième trimestre 2015 relativement à ce remboursement.

Charge d'impôts sur le bénéfice de 31,3 M\$ au deuxième trimestre 2016 (taux d'imposition effectif de 27,4 %), contre 5,5 M\$ (taux d'imposition effectif de 6,8 %) à la même période de 2015, soit un écart défavorable de 25,8 M\$. Les taux d'imposition effectifs sont calculés en considérant seulement les éléments imposables et déductibles.

- L'écart défavorable de la charge d'impôts sur le bénéfice et la variation défavorable des taux d'imposition effectif s'expliquent principalement par l'impact de la baisse des passifs d'impôts différés au deuxième trimestre 2015, résultant de l'évolution des dossiers de vérification fiscale, de la jurisprudence et de la législation fiscale.
- L'écart défavorable de la charge d'impôts sur le bénéfice s'explique également par la hausse du bénéfice imposable à des fins fiscales.

Comparaison des premiers semestres 2016 et 2015

Revenus de 1,97 G\$, en hausse de 75,1 M\$ (4,0 %).

- Augmentation dans les secteurs Télécommunications (77,2 M\$ ou 5,2 % des revenus du secteur) et Sports et divertissement (10,1 M\$).
- Diminution dans le secteur Média (16,4 M\$ ou -3,5 %).

Bénéfice d'exploitation ajusté de 715,0 M\$, en hausse de 26,5 M\$ (3,8 %).

- Hausse dans le secteur Télécommunications (35,5 M\$ ou 5,2 % du bénéfice d'exploitation ajusté du secteur).
- Diminution dans le secteur Média (0,8 M\$ ou -16,0 %). Écart défavorable dans le secteur Sports et divertissement (1,1 M\$) et au siège social (7,1 M\$), expliqué essentiellement dans ce dernier cas par l'écart défavorable de la charge de rémunération à base d'actions.
- La variation de la juste valeur des options d'achat d'actions de Québec Média a entraîné un écart défavorable de 0,8 M\$ relativement à la charge de rémunération à base d'actions au premier semestre 2016, par rapport à la même période de 2015. Par ailleurs, la variation de la juste valeur des options d'achat d'actions de Québec a entraîné un écart défavorable de 7,8 M\$ lié à la charge de rémunération à base d'actions de la Société au premier semestre 2016.

Bénéfice net attribuable aux actionnaires de 79,7 M\$ (0,65 \$ par action de base) au premier semestre 2016, contre 101,5 M\$ (0,83 \$ par action de base) à la même période de 2015, soit un écart défavorable de 21,8 M\$ (0,18 \$ par action de base).

- Cet écart défavorable s'explique surtout par :
 - un écart défavorable de 90,6 M\$ au chapitre de la perte et du gain sur évaluation et conversion des instruments financiers, dont 89,9 M\$ sans incidence fiscale ;
 - l'écart défavorable de 31,6 M\$ de la charge d'impôts sur le bénéfice ;
 - une hausse de 3,4 M\$ de la charge de restructuration des activités d'exploitation et autres éléments.

Contrebalancés en partie par :

- l'inscription d'une charge de dépréciation de l'écart d'acquisition de 30,0 M\$ au premier semestre 2015 (sans incidence fiscale) ;
- une hausse de 26,5 M\$ du bénéfice d'exploitation ajusté ;
- la diminution de 25,1 M\$ de la charge d'amortissement ;
- un écart favorable de 16,1 M\$ au chapitre de la perte liée aux activités abandonnées ;
- l'écart favorable de 12,1 M\$ relativement à une perte sur refinancement de dettes inscrite au deuxième trimestre 2015 ;
- la diminution de 7,7 M\$ des frais financiers.

Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies de 137,6 M\$ (1,12 \$ par action de base) au premier semestre 2016, contre 107,9 M\$ (0,88 \$ par action de base) à la même période de 2015, soit une hausse de 29,7 M\$ (0,24 \$ par action de base).

Charge d'amortissement de 323,4 M\$, soit une diminution de 25,1 M\$ qui s'explique principalement par l'incidence de la cessation de l'amortissement des licences de spectre dans le secteur Télécommunications au deuxième trimestre 2015, conformément à un changement dans l'estimation de la durée d'utilité des licences, de même que par l'impact de la fin de la durée d'utilité comptable de certains actifs acquis dans le cadre de l'acquisition de Vidéotron en octobre 2000.

Frais financiers de 160,9 M\$, en baisse de 7,7 M\$, qui s'explique principalement par l'impact de la diminution des taux d'intérêt applicables aux dettes à long terme due aux refinancements effectués à des taux d'intérêt inférieurs et par l'écart favorable des gains et pertes sur conversion des éléments monétaires à court terme libellés en devises, contrebalancés en partie par un niveau moyen d'endettement plus élevé.

Perte sur évaluation et conversion des instruments financiers de 49,8 M\$ au premier semestre 2016, contre un gain de 40,8 M\$ à la même période de 2015, soit un écart défavorable de 90,6 M\$ qui s'explique essentiellement par la variation défavorable, sans incidence fiscale, de la perte et du gain sur les dérivés incorporés liés aux débentures convertibles.

Charge de restructuration des activités d'exploitation et autres éléments de 13,5 M\$ au premier semestre 2016, contre 10,1 M\$ à la même période de 2015, soit un écart défavorable de 3,4 M\$. Ces charges aux premiers semestres 2016 et 2015 sont attribuables à différents programmes de réduction d'effectifs dans les secteurs de la Société et à la migration des clients des services analogiques vers les services numériques dans Vidéotron.

Charge de dépréciation de l'écart d'acquisition de 30,0 M\$ au premier semestre 2015, qui s'expliquait par les raisons évoquées dans la comparaison des deuxièmes trimestres 2016 et 2015.

Perte sur refinancement de dettes de 12,1 M\$ au premier semestre 2015.

- Conformément à un avis émis le 16 juin 2015, Vidéotron avait remboursé, le 16 juillet 2015, la totalité de ses billets de premier rang d'un montant en capital global de 75,0 M\$US, émis le 15 avril 2008 et en circulation, portant intérêt à un taux de 9,125 % et échéant le 15 avril 2018, pour un prix de 101,521 % du montant nominal, et avait réalisé l'actif des contrats de couverture afférents. Une perte de 0,2 M\$ avait été comptabilisée dans l'état consolidé des résultats au cours du deuxième trimestre 2015 relativement à ce remboursement, y compris un gain net de 2,1 M\$ enregistré auparavant dans les autres éléments du résultat global.

- Conformément à un avis émis le 16 juin 2015, Vidéotron avait remboursé, le 16 juillet 2015, la totalité de ses billets de premier rang d'un montant en capital global de 300,0 M\$, émis le 13 janvier 2010 et en circulation, portant intérêt à un taux de 7,125 % et échéant le 15 janvier 2020, pour un prix de 103,563 % du montant nominal. Une perte de 13,6 M\$ avait été comptabilisée dans l'état consolidé des résultats au cours du deuxième trimestre 2015 relativement à ce remboursement.
- Conformément à un avis émis le 11 mars 2015, Vidéotron avait remboursé, le 10 avril 2015, la totalité de ses billets de premier rang d'un montant en capital global de 175,0 M\$US, portant intérêt à un taux de 6,375 % et échéant le 15 décembre 2015, pour un prix de 100 % du montant nominal, et avait réalisé l'actif lié aux contrats de couverture afférents. Un gain net de 1,7 M\$ avait été comptabilisé dans l'état consolidé des résultats au cours du premier trimestre 2015 relativement à ce remboursement, y compris un gain de 1,8 M\$ enregistré auparavant dans les autres éléments du résultat global.

Charge d'impôts sur le bénéfice de 59,0 M\$ au premier semestre 2016 (taux d'imposition effectif de 27,2 %), contre 27,4 M\$ (taux d'imposition effectif de 18,3 %) à la même période de 2015, soit un écart défavorable de 31,6 M\$. Les taux d'imposition effectifs sont calculés en considérant seulement les éléments imposables et déductibles.

- L'écart défavorable de la charge d'impôts sur le bénéfice et la variation défavorable des taux d'imposition effectif s'expliquent principalement par l'impact de la baisse des passifs d'impôts différés au deuxième trimestre 2015, résultant de l'évolution des dossiers de vérification fiscale, de la jurisprudence et de la législation fiscale.
- L'écart défavorable de la charge d'impôts sur le bénéfice s'explique également par la hausse du bénéfice imposable à des fins fiscales.

ANALYSE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ

Télécommunications

Résultats d'exploitation du deuxième trimestre 2016

Revenus de 780,4 M\$ au deuxième trimestre 2016, soit une progression de 38,9 M\$ (5,2 %).

- Revenus du service de téléphonie mobile de 122,8 M\$, soit une progression de 26,5 M\$ (27,5 %) due pour l'essentiel à la croissance du nombre de lignes et à la hausse du revenu net par ligne.
- Revenus des services d'accès Internet de 242,8 M\$, en hausse de 16,5 M\$ (7,3 %). Cet écart favorable s'explique surtout par l'augmentation des revenus par client, la hausse de certains tarifs, l'augmentation de la clientèle et la hausse de la consommation.
- Revenus totaux des services de télédistribution de 255,0 M\$, soit une diminution de 7,8 M\$ (-3,0 %) principalement due à l'impact de la baisse nette du nombre de clients, à la hausse des escomptes et à la diminution des commandes à la vidéo sur demande et à la télé payante, contrebalancés en partie par la hausse de certains tarifs et l'augmentation des revenus générés par la location de terminaux numériques.
- Revenus du service de téléphonie par câble de 106,6 M\$, en baisse de 8,7 M\$ (-7,5 %), principalement dû à la hausse des escomptes et à l'incidence de la diminution nette du nombre de clients.
- Revenus de Club illico de 7,4 M\$, en hausse de 2,0 M\$ (37,0 %), en raison essentiellement de la hausse de la clientèle.
- Revenus de Vidéotron Service Affaires de 26,9 M\$, en hausse de 10,3 M\$ (62,0 %), surtout en raison de l'acquisition de Fibrenoire inc. (« Fibrenoire »), le 7 janvier 2016, et à la hausse des revenus de 4Degrés Colocation inc. (« 4Degrés Colocation »), acquise le 11 mars 2015.
- Revenus d'équipements vendus aux clients de 14,9 M\$, en hausse de 0,9 M\$ (6,4 %).
- Revenus de la chaîne de magasins Le SuperClub Vidéotron ltée (« Le SuperClub Vidéotron ») de 1,6 M\$, en baisse de 0,5 M\$ (-23,8 %), qui s'explique surtout par l'impact de la fermeture de magasins.
- Autres revenus de 2,4 M\$, en baisse de 0,3 M\$ (-11,1 %).

RMPA de Vidéotron de 143,01 \$ au deuxième trimestre 2016, contre 133,71 \$ à la même période de 2015, soit une croissance de 9,30 \$ (7,0 %).

Statistiques de clientèles

Unités de service – Au 30 juin 2016, le nombre total d'unités de service s'établissait à 5 648 400, soit une baisse de 16 900 unités (-0,3 %) par rapport à la fin du premier trimestre 2016, contre une augmentation de 12 900 au deuxième trimestre 2015 (tableau 3). Le nombre d'unités de service a augmenté de 128 300 (2,3 %) pour la période de 12 mois terminée le 30 juin 2016. Les unités de service représentent la somme des clients des services de télédistribution, d'accès Internet par câble et de Club illico, à laquelle est ajouté le nombre de lignes en téléphonie par câble et en téléphonie mobile.

Téléphonie mobile – Au 30 juin 2016, le nombre de lignes à la téléphonie mobile s'établissait à 828 900, soit une augmentation de 33 200 lignes (4,2 %) par rapport à la fin du premier trimestre 2016, contre une hausse de 40 800 au deuxième trimestre 2015. Le nombre de lignes à ce service a augmenté de 126 000 (17,9 %) pour la période de 12 mois terminée le 30 juin 2016 (tableau 3).

Accès Internet par câble – Le nombre de clients au service d'accès Internet par câble se chiffrait à 1 571 700 au 30 juin 2016, en baisse de 6 400 clients (-0,4 %) au deuxième trimestre 2016, contre une baisse de 4 000 clients à la même période de 2015. Pour la période de 12 mois terminée le 30 juin 2016, le service d'accès Internet par câble a recruté 32 600 clients (2,1 %) (tableau 3). À la fin du deuxième trimestre 2016, les services d'accès Internet par câble affichaient un taux de pénétration des résidences et entreprises câblées de 55,6 %, contre 55,1 % un an plus tôt (ce taux correspond au nombre de clients du service par rapport au nombre total de résidences et entreprises desservies par le réseau de câblodistribution, soit 2 825 300 au 30 juin 2016, contre 2 793 600 un an plus tôt).

Télédistribution – Le nombre de clients pour l'ensemble des services de télédistribution a diminué de 24 500 (-1,4 %) au deuxième trimestre 2016, contre une baisse de 23 000 clients à la même période de 2015, et a diminué de 50 100 clients (-2,9 %) pour la période de 12 mois terminée le 30 juin 2016 (tableau 3). À la fin du deuxième trimestre 2016, les services de télédistribution de Vidéotron desservaient 1 697 500 clients, soit un taux de pénétration des résidences et entreprises câblées de 60,1 %, contre 62,6 % un an plus tôt.

- Au 30 juin 2016, le service illico télé numérique desservait 1 559 800 clients, soit une baisse de 9 100 clients (-0,6 %) au deuxième trimestre 2016, contre une diminution de 2 700 clients au même trimestre de 2015. Sur une période de 12 mois, le service illico télé numérique a recruté 7 000 clients (0,5 %). Au 30 juin 2016, le taux de pénétration des résidences et entreprises câblées pour ce service s'élevait à 55,2 %, contre 55,6 % un an plus tôt.
- Le service de télédistribution analogique a enregistré une baisse de 15 400 clients (-10,1 %) au deuxième trimestre 2016, contre une diminution de 20 300 clients à la même période de 2015. Sur une période de 12 mois, la baisse a été de 57 100 clients.

Téléphonie par câble – Au 30 juin 2016, ce service comptait 1 284 000 lignes, soit une baisse de 20 300 (-1,6 %) au deuxième trimestre 2016, contre une diminution de 6 900 lignes à la même période de 2015 (tableau 3). Le nombre de lignes à ce service a diminué de 53 700 (-4,0 %) sur une période de 12 mois (tableau 3). Au 30 juin 2016, le service de téléphonie par câble affichait un taux de pénétration des résidences et entreprises câblées de 45,4 %, contre 47,9 % un an plus tôt.

Club illico – Au 30 juin 2016, le nombre de clients à Club illico s'élevait à 266 300, soit une augmentation de 1 100 clients (0,4 %) par rapport à la fin du premier trimestre 2016, contre une hausse de 6 000 clients au deuxième trimestre 2015. Le nombre de clients à ce service a augmenté de 73 500 pour la période de 12 mois terminée le 30 juin 2016 (tableau 3).

Tableau 3

Statistiques de la clientèle du secteur Télécommunications à la fin de chaque trimestre depuis les huit derniers trimestres
(en milliers de clients)

	Jun 2016	Mars 2016	Déc. 2015	Sept. 2015	Jun 2015	Mars 2015	Déc. 2014	Sept. 2014
Téléphonie mobile ¹	828,9	795,7	768,6	742,5	702,9	662,1	632,8	590,4
Internet par câble	1 571,7	1 578,1	1 568,2	1 559,5	1 539,1	1 543,1	1 537,5	1 533,8
Télédistribution :								
Analogique	137,7	153,1	166,3	181,3	194,8	215,1	228,7	251,4
Numérique	1 559,8	1 568,9	1 570,6	1 564,6	1 552,8	1 555,5	1 553,6	1 544,9
	1 697,5	1 722,0	1 736,9	1 745,9	1 747,6	1 770,6	1 782,3	1 796,3
Téléphonie par câble ¹	1 284,0	1 304,3	1 316,3	1 329,5	1 337,7	1 344,6	1 349,0	1 356,0
Club illico	266,3	265,2	257,5	228,5	192,8	186,8	177,7	143,7
Total (unités de service)	5 648,4	5 665,3	5 647,5	5 605,9	5 520,1	5 507,2	5 479,3	5 420,2

¹ En milliers de lignes

Bénéfice d'exploitation ajusté de 362,5 M\$ au deuxième trimestre 2016, en hausse de 20,3 M\$ (5,9 %) qui s'explique surtout par :

- l'impact de la hausse des revenus comparables ;
- l'impact favorable sur les résultats de l'acquisition de Fibrenoire, le 7 janvier 2016.

Contrebalancés en partie par :

- la hausse de certains frais d'exploitation, dont principalement les frais administratifs, les honoraires professionnels et les frais d'ingénierie ;
- l'impact de la hausse de la perte sur la vente d'appareils mobiles, atténué en partie par la baisse du coût d'acquisition de clients due à la croissance des forfaits de type « apportez votre appareil ».

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts d'exploitation pour l'ensemble des activités du secteur Télécommunications (exprimés en pourcentage des revenus) de 53,5 % au deuxième trimestre 2016, contre 53,9 % à la même période de 2015.

Résultats d'exploitation du premier semestre 2016

Revenus de 1,55 G\$, soit une hausse de 77,2 M\$ (5,2 %) essentiellement attribuable aux facteurs mentionnés dans l'analyse des résultats du deuxième trimestre 2016.

- Revenus du service de téléphonie mobile de 239,2 M\$, en hausse de 53,6 M\$ (28,9 %).
- Revenus des services d'accès Internet de 484,5 M\$, en hausse de 34,7 M\$ (7,7 %).
- Revenus totaux des services de télédistribution de 515,4 M\$, soit une baisse de 14,7 M\$ (-2,8 %).
- Revenus du service de téléphonie par câble de 214,1 M\$, soit une diminution de 19,0 M\$ (-8,2 %).
- Revenus de Club illico de 15,0 M\$, en hausse de 4,2 M\$ (38,9 %).
- Revenus de Vidéotron Service Affaires de 52,6 M\$, en hausse de 19,3 M\$ (58,0 %).
- Revenus d'équipements vendus aux clients de 23,4 M\$, en hausse de 0,7 M\$ (3,1 %).
- Revenus de la chaîne de magasins Le SuperClub Vidéotron de 3,5 M\$, en baisse 1,1 M\$ (-23,9 %).
- Autres revenus de 5,3 M\$, soit une baisse de 0,4 M\$ (-7,0 %).

RMPA de Vidéotron de 142,19 \$ au premier semestre 2016, contre 132,83 \$ à la même période de 2015, en hausse de 9,36 \$ (7,0 %).

Statistiques de clientèle

Unités de service – Hausse de 900 unités de service au premier semestre 2016, contre une augmentation de 40 800 unités de service à la même période de 2015.

Téléphonie mobile – Augmentation de 60 300 lignes (7,8 %) au premier semestre 2016, contre une hausse de 70 100 lignes à la même période de 2015.

Accès Internet par câble – Hausse de 3 500 clients (0,2 %) au service d'accès Internet par câble, contre une augmentation de 1 600 clients à la période correspondante de 2015.

Télédistribution – La clientèle de l'ensemble des services de télédistribution a diminué de 39 400 (-2,3 %) au premier semestre 2016, contre une diminution de 34 700 clients à la même période de 2015.

- Baisse de 10 800 clients (-0,7 %) au service illico télé numérique au premier semestre 2016, contre une diminution de 800 clients à la même période de 2015.
- Le service de télédistribution analogique a perdu 28 600 clients (-17,2 %), contre une perte de 33 900 clients au premier semestre 2015.

Téléphonie par câble – Diminution de 32 300 lignes (-2,5 %) au premier semestre 2016, contre une baisse de 11 300 lignes à la même période de 2015.

Club illico – Augmentation de 8 800 clients (3,4 %) au premier semestre 2016, contre une hausse de 15 100 clients à la même période de 2015.

Bénéfice d'exploitation ajusté de 721,2 M\$, en hausse de 35,5 M\$ (5,2 %) qui s'explique surtout par :

- l'impact de la hausse des revenus comparables ;
- l'incidence favorable sur les résultats de l'acquisition de Fibrenoire, le 7 janvier 2016.

Contrebalancés en partie par :

- l'impact de la hausse de la perte sur la vente d'appareils mobiles, atténué en partie par la baisse du coût d'acquisition de clients due à la croissance des forfaits de type « apportez votre appareil » ;
- la hausse de certains frais d'exploitation, dont principalement les frais administratifs, les honoraires professionnels et les frais d'ingénierie, contrebalancée en partie par l'incidence favorable de l'enregistrement au premier trimestre 2015 d'éléments non récurrents.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts d'exploitation pour l'ensemble des activités du secteur Télécommunications (exprimés en pourcentage des revenus) de 53,6 % au premier semestre 2016, contre 53,5 % à la même période de 2015.

Flux de trésorerie d'exploitation

Flux de trésorerie d'exploitation du secteur de 140,8 M\$ au deuxième trimestre 2016, contre 181,0 M\$ à la même période de 2015 (tableau 4), soit une diminution de 40,2 M\$.

- Cette diminution s'explique principalement par l'augmentation de 59,5 M\$ des acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels, dont les investissements dans les centres de données et dans l'accroissement de la capacité du réseau LTE, contrebalancée en partie par la progression de 20,3 M\$ du bénéfice d'exploitation ajusté.

Flux de trésorerie d'exploitation du secteur de 301,7 M\$ au premier semestre 2016, contre 344,7 M\$ à la même période de 2015 (tableau 4).

- Cette diminution de 43,0 M\$ s'explique principalement par l'augmentation de 77,6 M\$ des acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels, dont les investissements dans les centres de données, dans l'accroissement de la capacité du réseau LTE et dans les applications et équipements informatiques. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la progression de 35,5 M\$ du bénéfice d'exploitation ajusté.

Tableau 4 : Télécommunications

Flux de trésorerie d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2016	2015	2016	2015
Bénéfice d'exploitation ajusté	362,5 \$	342,2 \$	721,2 \$	685,7 \$
Acquisitions d'immobilisations	(196,3)	(141,6)	(355,9)	(303,2)
Acquisitions d'actifs incorporels (exclusion faite des acquisitions de licences de spectre)	(26,0)	(21,2)	(64,6)	(39,7)
Produit de l'aliénation d'éléments d'actif	0,6	1,6	1,0	1,9
Flux de trésorerie d'exploitation du secteur	140,8 \$	181,0 \$	301,7 \$	344,7 \$

Média

Résultats d'exploitation du deuxième trimestre 2016

Revenus de 229,2 M\$ au deuxième trimestre 2016, en baisse de 22,4 M\$ (-8,9 %).

- Diminution de 5,5 M\$ (-5,0 %) des revenus des activités de télédiffusion, expliquée principalement par :
 - la baisse des revenus publicitaires de TVA Sports ;
 - la diminution des revenus de production commerciale.
 Contrebalancées en partie par :
 - une augmentation des revenus d'abonnement aux chaînes spécialisées, dont TVA Sports et addik^{TV} ;
 - une hausse des revenus publicitaires du Réseau TVA.
- Baisse de 7,2 M\$ (-36,2 %) des revenus cinématographiques et audiovisuels, expliquée principalement par :
 - le nombre inférieur de tournages au deuxième trimestre 2016 par rapport à la même période de 2015 ;
 - la diminution des revenus dans les activités d'effets visuels.

- Revenus d'édition de journaux en baisse de 10,8 M\$ (-17,4 %).
 - Revenus publicitaires en baisse de 17,6 % ; revenus de tirage en hausse de 3,8 % ; revenus numériques en baisse de 5,4 % ; revenus combinés d'imprimerie commerciale et autres revenus en baisse de 32,5 %.
- Les revenus d'édition de magazines ont diminué de 2,1 M\$ (-6,7 %) au deuxième trimestre 2016, principalement en raison de l'impact de la fermeture de titres et de la baisse des revenus publicitaires, contrebalancés en partie par l'impact de l'inclusion pour un trimestre complet des revenus des magazines de Transcontinental inc. (« Transcontinental »), acquis le 12 avril 2015.
- Hausse de 1,0 M\$ (30,3 %) des revenus de Québecor Média Affichage, essentiellement en raison de la hausse des revenus publicitaires, y compris les revenus numériques.
- Augmentation de 1,9 M\$ (8,8 %) des revenus de distribution et d'édition de livres, expliquée principalement par la hausse des activités de distribution en librairie et d'une croissance des ventes en édition scolaire.
- Hausse de 0,8 M\$ (8,8 %) des revenus de distribution et de production de musique, surtout en raison de l'augmentation des revenus de distribution au détail, dont la hausse des ventes de vidéos, contrebalancée en partie par la baisse des revenus de production d'albums.

Bénéfice d'exploitation ajusté de 6,9 M\$ au deuxième trimestre 2016, en baisse de 4,2 M\$ (-37,8 %) par rapport à la même période de 2015.

- Écart défavorable de 3,3 M\$ du bénéfice d'exploitation ajusté des activités de télédiffusion qui s'explique par :
 - l'impact de la baisse des revenus publicitaires des chaînes spécialisées.
 Contrebalancé en partie par :
 - la baisse des frais d'exploitation du Réseau TVA et de TVA Sports, dont les coûts de contenu ;
 - l'incidence favorable de la hausse des revenus d'abonnement des chaînes spécialisées.
- Baisse de 4,4 M\$ (-83,0 %) du bénéfice d'exploitation ajusté provenant des activités cinématographiques et audiovisuelles, expliquée principalement par l'impact de la baisse des revenus.
- Diminution de 1,3 M\$ (-25,5 %) du bénéfice d'exploitation ajusté pour l'édition de journaux qui s'explique par :
 - l'impact de la baisse des revenus.
 Contrebalancé en partie par :
 - l'incidence favorable sur le bénéfice d'exploitation ajusté de la réduction des frais d'exploitation, dont l'impact des mesures de restructuration.
- Le bénéfice d'exploitation ajusté des activités d'édition de magazines a plus que triplé pour atteindre 3,9 M\$. Cette hausse s'explique surtout par l'incidence de la baisse des frais d'exploitation et de l'impact de l'inclusion des résultats des magazines de Transcontinental, acquis le 12 avril 2015, contrebalancés par l'incidence de la baisse des revenus des activités comparables.
- Écart favorable de 0,5 M\$ du bénéfice d'exploitation ajusté de Québecor Média Affichage, dû principalement à l'impact de la hausse des revenus.
- Écart favorable de 2,2 M\$ du bénéfice d'exploitation ajusté de distribution et d'édition de livres, expliqué principalement par l'impact de l'augmentation des revenus et par la diminution de certains frais d'exploitation.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur Média (exprimés en pourcentage des revenus) de 97,0 % au deuxième trimestre 2016, contre 95,6 % à la même période de 2015. Cette hausse est surtout attribuable à l'importance de la composante fixe de ces coûts qui ne fluctue pas en proportion de la baisse des revenus, contrebalancée en partie par l'impact de la diminution des frais d'exploitation du Réseau TVA, de l'édition de journaux, de magazines et de livres.

Résultats d'exploitation du premier semestre 2016

Revenus de 450,3 M\$ au premier semestre 2016, en baisse de 16,4 M\$ (-3,5 %).

- Diminution de 3,1 M\$ (-1,4 %) des revenus des activités de télédiffusion, expliquée principalement par :
 - la baisse des revenus publicitaires de TVA Sports.Contrebalancée en partie par :
 - une augmentation des revenus d'abonnement aux chaînes spécialisées, dont TVA Sports, addik^{TV} et Casa ;
 - une hausse des revenus de publicité et de production commerciale du Réseau TVA.
- Diminution de 1,9 M\$ (-6,3 %) des revenus cinématographiques et audiovisuels, expliquée principalement par la diminution des revenus dans les activités d'effets visuels.
- Revenus d'édition de journaux en baisse de 19,3 M\$ (-16,0 %).
 - Revenus publicitaires en baisse de 15,7 % ; revenus de tirage en hausse de 2,9 % ; revenus numériques en hausse de 4,7 % ; revenus combinés d'imprimerie commerciale et autres revenus en baisse de 32,1 %.
- Augmentation de 10,5 M\$ (22,7 %) des revenus d'édition de magazines, en raison principalement de l'incidence favorable sur les revenus de l'acquisition des magazines de Transcontinental, le 12 avril 2015, contrebalancée par l'impact de la fermeture de titres et la diminution des revenus publicitaires.
- Hausse de 1,2 M\$ (22,2 %) des revenus de Québecor Média Affichage, surtout attribuable à la hausse des revenus publicitaires, y compris le numérique.
- Diminution de 1,2 M\$ (-2,7 %) des revenus de distribution et d'édition de livres, expliquée principalement par la baisse des activités de distribution en grande diffusion et en librairie, contrebalancée en partie par la croissance des ventes en édition scolaire et en littérature générale.
- Baisse de 1,7 M\$ (-7,8 %) des revenus de distribution et production de musique, en raison de l'impact de la réorganisation des unités d'affaires et de la baisse des revenus de production d'albums.

Bénéfice d'exploitation ajusté de 4,2 M\$ au premier semestre 2016, en baisse de 0,8 M\$ (-16,0 %).

- Perte d'exploitation ajustée des activités de télédiffusion en baisse de 1,5 M\$, qui s'explique par :
 - la baisse des frais d'exploitation du Réseau TVA et de TVA Sports, dont les coûts de contenu et les frais de main-d'œuvre ;
 - l'impact de la hausse des revenus d'abonnement des chaînes spécialisées, dont TVA Sports ;
 - l'impact de la hausse des revenus publicitaires et de production commerciale du Réseau TVA.Contrebalancés en partie par :
 - l'impact de la baisse des revenus publicitaires des chaînes spécialisées.
- Écart défavorable de 2,2 M\$ (-41,5 %) du bénéfice d'exploitation ajusté provenant des activités cinématographiques et audiovisuelles, expliqué principalement par l'impact de la baisse des revenus.
- Écart défavorable de 5,2 M\$ (-57,8 %) du bénéfice d'exploitation ajusté pour l'édition de journaux qui s'explique par les raisons évoquées ci-dessus dans l'analyse des résultats d'exploitation du deuxième trimestre 2016.
- Bénéfice d'exploitation ajusté des activités d'édition de magazines en hausse de 3,8 M\$. Cette augmentation s'explique par les raisons évoquées ci-dessus dans l'analyse des résultats d'exploitation du deuxième trimestre 2016.
- Perte d'exploitation ajustée de Québecor Média Affichage en baisse de 0,9 M\$, due à l'impact de la hausse des revenus.
- Perte d'exploitation ajustée de distribution et d'édition de livres en baisse de 1,6 M\$, expliquée principalement par la diminution de certains frais d'exploitation, dont les frais de vente et d'administration, et par l'impact de la hausse des revenus d'édition.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur Média (exprimés en pourcentage des revenus) de 99,1 % au premier semestre 2016, contre 98,9 % à la même période de 2015. Cette hausse s'explique principalement par les mêmes raisons que celles mentionnées ci-dessus dans l'analyse des résultats d'exploitation du deuxième trimestre 2016.

Flux de trésorerie d'exploitation

Flux de trésorerie d'exploitation du secteur négatifs de 1,6 M\$ au deuxième trimestre 2016, contre des flux positifs de 0,1 M\$ à la même période de 2015 (tableau 5). Cet écart défavorable de 1,7 M\$ s'explique principalement par la diminution de 4,2 M\$ du bénéfice d'exploitation ajusté, contrebalancée en partie par la baisse de 2,5 M\$ des acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels.

Flux de trésorerie d'exploitation du secteur négatifs de 19,8 M\$ au premier semestre 2016, contre des flux négatifs de 14,8 M\$ à la même période de 2015 (tableau 5). Cet écart défavorable de 5,0 M\$ s'explique par l'augmentation de 4,2 M\$ des acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels, jumelée à la diminution de 0,8 M\$ du bénéfice d'exploitation ajusté.

Tableau 5 : Média

Flux de trésorerie d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2016	2015	2016	2015
Bénéfice d'exploitation ajusté	6,9 \$	11,1 \$	4,2 \$	5,0 \$
Acquisitions d'immobilisations	(5,1)	(8,6)	(18,8)	(15,7)
Acquisitions d'actifs incorporels	(3,4)	(2,4)	(5,2)	(4,1)
Flux de trésorerie d'exploitation du secteur	(1,6) \$	0,1 \$	(19,8) \$	(14,8) \$

Sports et divertissement

Résultats d'exploitation du deuxième trimestre 2016

Revenus de 6,7 M\$ au deuxième trimestre 2016, soit une hausse de 4,6 M\$ qui s'explique principalement par :

- l'ajout des revenus des événements présentés au Centre Vidéotron ;
- les revenus de droits d'identification ;
- l'augmentation des revenus de Gestev.

Perte d'exploitation ajustée de 4,1 M\$ au deuxième trimestre 2016, contre 3,9 M\$ à la même période de 2015, soit un écart défavorable de 0,2 M\$ qui s'explique principalement par la période de démarrage des nouvelles activités de gestion du Centre Vidéotron, contrebalancé en partie par l'impact de la hausse des revenus.

Résultats d'exploitation du premier semestre 2016

Revenus de 17,0 M\$, en hausse de 10,1 M\$ par rapport à la même période de 2015, expliquée principalement par les raisons évoquées ci-dessus dans l'analyse des résultats d'exploitation du deuxième trimestre 2016, auxquelles s'ajoute l'impact de la réorganisation des unités d'affaires.

Perte d'exploitation ajustée de 4,9 M\$ au premier semestre 2016, contre 3,8 M\$ à la même période de 2015, soit un écart défavorable de 1,1 M\$, expliqué principalement par les raisons évoquées ci-dessus dans l'analyse des résultats d'exploitation du deuxième trimestre 2016.

Flux de trésorerie d'exploitation

Flux de trésorerie d'exploitation du secteur négatifs de 4,7 M\$ au deuxième trimestre 2016, contre des flux négatifs de 7,7 M\$ à la même période de 2015 (tableau 6).

- Cet écart favorable de 3,0 M\$ s'explique surtout par une diminution de 3,2 M\$ des acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels.

Flux de trésorerie d'exploitation du secteur négatifs de 6,4 M\$ au premier semestre 2016, contre des flux négatifs de 8,8 M\$ à la même période de 2015 (tableau 6). Cet écart favorable de 2,4 M\$ s'explique par la diminution de 3,5 M\$ des acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels, contrebalancée par la hausse de 1,1 M\$ de la perte d'exploitation ajustée.

Tableau 6 : Sports et divertissement

Flux de trésorerie d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2016	2015	2016	2015
Perte d'exploitation ajustée	(4,1) \$	(3,9) \$	(4,9) \$	(3,8) \$
Acquisitions d'immobilisations	(0,6)	(3,6)	(1,2)	(4,7)
Acquisitions d'actifs incorporels	-	(0,2)	(0,3)	(0,3)
Flux de trésorerie d'exploitation du secteur	(4,7) \$	(7,7) \$	(6,4) \$	(8,8) \$

FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE

Cette section présente une analyse des flux de trésorerie générés et utilisés par la Société, ainsi que de la situation financière à la date du bilan.

Exploitation

Deuxième trimestre 2016

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies de 240,6 M\$ au deuxième trimestre 2016, contre 180,0 M\$ à la même période de 2015.

- Cette augmentation de 60,6 M\$ s'explique surtout par :
 - l'écart favorable de 102,3 M\$ de la variation des actifs et passifs d'exploitation hors trésorerie, principalement attribuable aux variations favorables au chapitre de la provision pour impôts exigibles et des stocks dans le secteur Télécommunications ;
 - la hausse de 20,3 M\$ du bénéfice d'exploitation ajusté du secteur Télécommunications.
- Contrebalancés en partie par :
- l'écart défavorable de 53,7 M\$ des impôts exigibles.

Premier semestre 2016

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation de 460,1 M\$ au premier semestre 2016, contre 326,3 M\$ à la même période de 2015.

- Cette augmentation de 133,8 M\$ s'explique principalement par :
 - l'écart favorable de 159,3 M\$ de la variation des actifs et passifs d'exploitation principalement attribuable aux variations favorables au chapitre de la provision pour impôts exigibles, des paiements d'impôts sur le bénéfice et des stocks dans le secteur Télécommunications ;
 - la hausse de 35,5 M\$ du bénéfice d'exploitation ajusté du secteur Télécommunications ;
 - la diminution de 7,3 M\$ de la portion monétaire des frais financiers.
- Contrebalancés en partie par :
- l'augmentation de 55,6 M\$ des impôts exigibles ;
 - la hausse de 3,4 M\$ de la portion monétaire de la charge pour restructuration des activités d'exploitation et autres éléments.

Au cours du premier semestre 2016, la baisse des paiements d'impôts sur le bénéfice, la baisse du niveau des stocks, la hausse de la rentabilité du secteur Télécommunications, de même que le refinancement de certaines dettes à des taux d'intérêt inférieurs, ont eu une incidence favorable sur les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies.

Fonds de roulement négatif de 299,1 M\$ au 30 juin 2016, contre un fonds de roulement négatif de 328,1 M\$ au 31 décembre 2015, soit un écart favorable de 29,0 M\$ expliqué principalement par la variation courante des activités.

Investissement

Deuxième trimestre 2016

Acquisitions d'immobilisations de 203,3 M\$ au deuxième trimestre 2016, contre 153,9 M\$ à la même période de 2015, soit une hausse de 49,4 M\$, principalement dans le secteur Télécommunications, qui s'explique surtout par les investissements dans les centres de données et dans l'accroissement de la capacité du réseau LTE.

Acquisitions d'actifs incorporels de 30,3 M\$ au deuxième trimestre 2016, contre 237,2 M\$ à la même période de 2015, soit une diminution de 206,9 M\$. Au deuxième trimestre 2015, les acquisitions d'actifs incorporels comprenaient les paiements totalisant 212,4 M\$ pour l'acquisition de licences de spectre.

Produit d'aliénation d'éléments d'actif de 1,4 M\$ au deuxième trimestre 2016, contre 1,6 M\$ à la même période de 2015.

Acquisitions d'entreprises : entrées de fonds de 0,2 M\$ au deuxième trimestre 2016, contre des acquisitions d'entreprises de 55,3 M\$ à la même période de 2015.

- Au deuxième trimestre 2015, les acquisitions d'entreprises s'expliquaient, entre autres, par l'acquisition de magazines de Transcontinental par le secteur Média.

Dispositions d'entreprises de 304,2 M\$ au deuxième trimestre 2015.

- Au deuxième trimestre 2015, les dispositions d'entreprises s'expliquaient principalement par la vente des entreprises de journaux de langue anglaise au Canada dans le secteur Média.

Premier semestre 2016

Acquisitions d'immobilisations de 377,5 M\$ au premier semestre 2016, contre 323,7 M\$ à la même période de 2015, soit une hausse de 53,8 M\$, principalement dans le secteur Télécommunications, qui s'explique surtout par les investissements dans les centres de données et dans l'accroissement de la capacité du réseau LTE.

Acquisitions d'actifs incorporels de 71,8 M\$ au premier semestre 2016, contre 264,5 M\$ à la même période de 2015, soit une diminution de 192,7 M\$, surtout dans le secteur Télécommunications, reflétant principalement les paiements totalisant 218,8 M\$ effectués au premier semestre 2015 pour l'acquisition de licences de spectre, contrebalancés en partie par des investissements accrus au premier semestre 2016 dans les équipements et applications informatiques et dans l'accroissement de la capacité du réseau LTE.

Produit d'aliénation d'éléments d'actif de 1,8 M\$ au premier semestre 2016, contre 1,9 M\$ à la même période de 2015.

Acquisitions d'entreprises de 119,1 M\$ au premier semestre 2016, contre 90,8 M\$ à la même période de 2015, soit une augmentation de 28,3 M\$.

- Au premier semestre 2016, les acquisitions d'entreprises s'expliquent surtout par l'acquisition de Fibrenoire par le secteur Télécommunications.
- Au premier semestre 2015, les acquisitions d'entreprises s'expliquaient surtout par les acquisitions de 4Degrés Colocation par le secteur Télécommunications et des magazines de Transcontinental par le secteur Média.

Dispositions d'entreprises de 3,0 M\$ au premier semestre 2016, contre 304,2 M\$ à la même période de 2015.

- Au premier semestre 2016, les dispositions d'entreprises correspondent au solde du prix de vente des activités de commerce au détail de Groupe Archambault inc.
- Au premier semestre 2015, les dispositions d'entreprises s'expliquaient principalement par la vente des entreprises de journaux de langue anglaise au Canada dans le secteur Média.

Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de Québecor Média

Deuxième trimestre 2016

Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de Québecor Média de 19,8 M\$ au deuxième trimestre 2016, contre 13,8 M\$ à la même période de 2015 (tableau 7).

- Cet écart favorable de 6,0 M\$ s'explique principalement par :
 - l'augmentation de 61,8 M\$ des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies.Contrebalancée par :
 - l'augmentation de 49,3 M\$ des acquisitions d'immobilisations ;
 - la hausse de 5,5 M\$ des acquisitions d'actifs incorporels (exclusion faite des acquisitions de licences de spectre).

Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de Québecor Média de 24,2 M\$ au premier semestre 2016, contre des flux négatifs de 24,1 M\$ à la même période de 2015 (tableau 7).

- Cet écart favorable de 48,3 M\$ s'explique principalement par :
 - l'augmentation de 128,9 M\$ des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies.

Contrebalancée par :

- l'augmentation de 53,6 M\$ des acquisitions d'immobilisations ;
- la hausse de 26,1 M\$ des acquisitions d'actifs incorporels (exclusion faite des acquisitions de licences de spectre).

Tableau 7

Flux de trésorerie d'exploitation des secteurs et flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de Québecor Média

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2016	2015	2016	2015
Flux de trésorerie d'exploitation des secteurs				
Télécommunications	140,8 \$	181,0 \$	301,7 \$	344,7 \$
Média	(1,6)	0,1	(19,8)	(14,8)
Sports et divertissement	(4,7)	(7,7)	(6,4)	(8,8)
Siège social de Québecor Média	(4,7)	(2,1)	(6,3)	(1,4)
	129,8	171,3	269,2	319,7
Portion monétaire de la charge d'intérêt	(72,2)	(72,8)	(145,3)	(152,2)
Portion monétaire de la charge de restructuration des activités d'exploitation et autres éléments	(6,1)	(5,7)	(14,0)	(10,1)
Impôts exigibles	(41,1)	12,6	(79,3)	(23,7)
Autres	1,2	0,4	2,7	2,4
Variation nette des actifs et passifs d'exploitation	8,2	(92,0)	(9,1)	(160,2)
Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de Québecor Média				
	19,8 \$	13,8 \$	24,2 \$	(24,1) \$

Tableau 8**Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de Québecor Média et flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies de Québecor**

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2016	2015	2016	2015
Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de Québecor Média présentés au tableau 7	19,8	13,8	24,2	(24,1)
Éléments des flux de trésorerie du siège social de Québecor :				
Flux de trésorerie du secteur	(1,7)	0,9	(1,8)	1,3
Portion monétaire de la charge d'intérêt	(6,1)	(6,2)	(12,2)	(12,6)
Variation nette des actifs et passifs d'exploitation	(3,5)	(5,6)	2,4	(5,8)
	(11,3)	(10,9)	(11,6)	(17,1)
Plus l'acquisition d'immobilisations	203,2	153,9	377,5	323,7
Plus l'acquisition d'actifs incorporels (exclusion faite des montants déboursés pour l'acquisition de licences de spectre)	30,3	24,8	71,8	45,7
Moins les produits de l'aliénation d'éléments d'actif	(1,4)	(1,6)	(1,8)	(1,9)
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies de Québecor	240,6	180,0	460,1	326,3

Financement

Dette consolidée (dette à long terme plus les emprunts bancaires) en baisse de 101,3 M\$ au premier semestre 2016. Variation nette défavorable de 176,9 M\$ des actifs et passifs liés aux instruments financiers dérivés.

- Au premier semestre 2016, la diminution de la dette est essentiellement attribuable à :
 - l'incidence favorable du taux de change de 230,4 M\$. La baisse attribuable à ce facteur a été contrebalancée par une baisse de l'actif (ou une hausse du passif) liée aux ententes de swaps sur devises comptabilisées sous « Instruments financiers dérivés » ;
 - la baisse de 23,9 M\$ de la dette de Québecor ;
 - les remboursements courants totalisant 9,1 M\$ sur les facilités de crédit et autres de Vidéotron, de Groupe TVA et de Québecor Média.
- Au cours de la même période, la dette a augmenté principalement pour les raisons suivantes :
 - l'utilisation accrue par Vidéotron de sa facilité de crédit garantie renouvelable pour un montant total de 129,3 M\$;
 - l'augmentation nette des emprunts bancaires de Vidéotron, de Groupe TVA et de Québecor Média pour un montant de 19,3 M\$;
 - la hausse de 11,0 M\$ de la dette attribuable à la variation de la juste valeur liée au risque d'intérêt couvert.

- Les actifs et passifs liés aux instruments financiers dérivés sont passés d'un actif net de 953,7 M\$ au 31 décembre 2015 à un actif net de 776,8 M\$ au 30 juin 2016, soit une variation nette défavorable de 176,9 M\$ expliquée principalement par :
 - l'écart défavorable du taux de change sur la valeur des instruments financiers dérivés ;
 - la réalisation à l'échéance le 15 mars 2016 de l'actif lié aux contrats de couverture de Québecor Média, dont l'utilisation avait été modifiée pour couvrir une portion du terme des billets de premier rang d'une valeur nominale de 431,3 M\$US, émis en 2012, portant intérêt à un taux de 5,75 % et échéant en 2023.

Contrebalancés par :

- l'incidence favorable sur la juste valeur des instruments financiers dérivés de l'évolution des taux d'intérêt au Canada par rapport aux États-Unis.
- En juin 2016, Québecor a modifié sa facilité de crédit renouvelable afin de proroger son échéance jusqu'en juillet 2019, Québecor Média a modifié sa facilité de crédit renouvelable garantie afin de proroger son échéance jusqu'en juillet 2020 et Vidéotron a modifié sa facilité de crédit renouvelable garantie et sa facilité de crédit renouvelable non garantie afin de proroger leur échéance jusqu'en juillet 2021. Certaines conditions relatives à ces facilités de crédit ont également été modifiées.

Situation financière

Liquidités disponibles nettes de 843,4 M\$ au 30 juin 2016 pour Québecor Média et ses filiales détenues à part entière, soit des facilités de crédit renouvelables disponibles et inutilisées de 888,5 M\$, moins des emprunts bancaires de 45,1 M\$.

Liquidités disponibles nettes de 148,9 M\$ au 30 juin 2016 pour Québecor au niveau corporatif, soit des emprunts bancaires de 1,1 M\$ et des facilités de crédit renouvelables disponibles et inutilisées de 150,0 M\$.

Dettes consolidées (dettes à long terme plus les emprunts bancaires) totalisant 5,79 G\$ au 30 juin 2016, soit une diminution de 101,3 M\$ par rapport au 31 décembre 2015. Variation nette défavorable de 176,9 M\$ des actifs et passifs liés aux instruments financiers dérivés (cf. « Financement » ci-dessus).

- La dette consolidée comprenait essentiellement les dettes de 3,30 G\$ de Vidéotron (3,28 G\$ au 31 décembre 2015), de 80,5 M\$ de Groupe TVA (73,0 M\$ au 31 décembre 2015), de 2,37 G\$ de Québecor Média (2,48 G\$ au 31 décembre 2015) et de 32,4 M\$ de Québecor (56,3 M\$ au 31 décembre 2015).

Au 30 juin 2016, le capital minimal à rembourser sur la dette à long terme au cours des prochains exercices se chiffrait comme suit :

Tableau 9

Capital minimal à rembourser sur la dette à long terme de Québecor

Périodes de 12 mois terminées les 30 juin

(en millions de dollars canadiens)

2017	20,5	\$
2018	53,5	
2019	17,4	
2020	51,2	
2021	751,6	
2022 et ultérieurement	4 864,3	
Total	5 758,5	\$

L'échéance moyenne pondérée de la dette consolidée de Québecor était d'environ 6,5 années au 30 juin 2016 (7,0 années au 31 décembre 2015). Au 30 juin 2016, compte tenu des couvertures de taux d'intérêt, la dette était constituée approximativement de 80,9 % de dettes à taux fixe (82,5 % au 31 décembre 2015) et de 19,1 % de dettes à taux variable (17,5 % au 31 décembre 2015).

La direction de la Société est d'avis que les flux de trésorerie et les sources de financement disponibles devraient être suffisants pour remplir les engagements en matière d'investissement en immobilisations, de fonds de roulement, de paiement d'intérêts, de remboursement de dettes, de contribution conformément aux régimes de retraite, de rachat d'actions et de paiement de dividendes (ou de distribution de capital par Québecor Média). La Société est d'avis qu'elle sera en mesure de respecter les échéances futures de ses dettes, qui sont relativement échelonnées au cours des prochaines années.

La Société est assujettie au maintien de certains ratios financiers et au respect de certaines clauses financières restrictives conformément à ses ententes de financement. Les indicateurs clés de ces ententes de financement comprennent, entre autres, le ratio de couverture du service de la dette et le ratio d'endettement (dette à long terme sur le bénéfice d'exploitation ajusté). Au 30 juin 2016, la Société respectait tous ses ratios financiers et clauses financières restrictives de ses conventions de financement.

Dividendes déclarés

- Le 3 août 2016, le conseil d'administration de Québecor a déclaré un dividende trimestriel de 0,045 \$ par action sur les actions catégorie A (droits de vote multiples) (« actions catégorie A ») et sur les actions subalternes catégorie B (comportant droit de vote) (« actions catégorie B »). Ce dividende sera versé le 13 septembre 2016 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 19 août 2016.

Analyse du bilan consolidé au 30 juin 2016

Tableau 10

Bilan consolidé de Québecor

Analyse des principales variations entre les 30 juin 2016 et 31 décembre 2015

(en millions de dollars canadiens)

	30 juin 2016		31 déc. 2015		Écart		Principales sources d'explication de l'écart
Actif							
Stocks	169,7	\$	215,5	\$	(45,8)	\$	Incidence de la variation courante des activités
Immobilisations	3 535,1		3 424,9		110,2		Acquisitions d'immobilisations (cf. « Investissement ») et impact de l'acquisition de Fibrenoire, moins l'amortissement de la période
Écart d'acquisition	2 771,8		2 678,4		93,4		Impact de l'acquisition de Fibrenoire
Instruments financiers dérivés ¹	776,8		953,7		(176,9)		Cf. « Financement »
Passif							
Créditeurs et frais encourus	586,0		654,9		(68,9)		Incidence de la variation courante des activités
Dette à long terme, y compris la portion à court terme et les emprunts bancaires	5 789,4		5 890,7		(101,3)		Cf. « Financement »
Autres éléments de passif	657,0		448,2		208,8		Perte sur réévaluation des régimes à prestations définies et pertes sur les dérivés incorporés liés aux débetures convertibles
Impôts différés ²	512,5		584,2		(71,7)		Avantages fiscaux sur la réévaluation des régimes à prestations définies et des instruments financiers dérivés

¹ Actif à long terme moins le passif à long terme

² Passif à long terme moins l'actif à long terme

INFORMATIONS ADDITIONNELLES

Obligations contractuelles

Au 30 juin 2016, les obligations contractuelles importantes des activités d'exploitation comprenaient les remboursements de capital et d'intérêt sur la dette à long terme, le remboursement de capital et d'intérêt sur les débetures convertibles, les paiements minimaux exigibles relatifs aux contrats de location-exploitation, les engagements relatifs aux acquisitions d'immobilisations et autres engagements, et ceux relatifs aux instruments financiers dérivés, moins les encaissements prévus sur les instruments financiers dérivés. Ces obligations contractuelles sont résumées dans le tableau 11.

Tableau 11

Obligations contractuelles de Québecor au 30 juin 2016

(en millions de dollars canadiens)

	Total	Moins d'un an	1-3 ans	3-5 ans	5 ans et plus
Dette à long terme ¹	5 758,5	\$ 20,5	\$ 70,9	\$ 802,8	\$ 4 864,3
Débetures convertibles ²	769,9	–	769,9	–	–
Paiements d'intérêts ³	1 948,2	265,2	609,1	552,1	521,8
Contrats de location-exploitation	234,4	48,0	71,3	35,2	79,9
Acquisitions d'immobilisations et autres engagements	1 222,2	221,5	255,5	208,9	536,3
Instruments financiers dérivés ⁴	(716,6)	5,3	(19,4)	(84,4)	(618,1)
Total des obligations contractuelles	9 216,6	\$ 560,5	\$ 1 757,3	\$ 1 514,6	\$ 5 384,2

¹ La valeur comptable de la dette à long terme exclut les ajustements pour enregistrer les variations de la juste valeur de la dette à long terme liées aux risques de taux d'intérêt couverts, aux dérivés incorporés et aux frais de financement.

² Basé sur la valeur du marché au 30 juin 2016 d'un nombre d'actions correspondant au résultat de la division du capital impayé par le cours d'une action catégorie B de Québecor à cette date, sous réserve d'un prix plancher de 19,25 \$ et d'un prix plafond de 24,0625 \$. La Société peut aussi racheter les débetures convertibles en émettant le nombre d'actions catégorie B correspondant.

³ Estimation des intérêts à payer sur la dette à long terme et les débetures convertibles, selon les taux d'intérêt en vigueur et les taux d'intérêt des couvertures, et selon les taux de change des couvertures sur devises au 30 juin 2016.

⁴ Estimation des encaissements futurs, déduction faite des déboursés futurs liés à la couverture des devises en utilisant des instruments financiers dérivés.

Transactions entre parties liées

Au cours du deuxième trimestre 2016, la Société a effectué des ventes à des sociétés liées pour un montant de 0,6 M\$ (1,1 M\$ à la même période de 2015). Au cours du deuxième trimestre 2015, la Société a effectué des achats et engagé des dépenses de loyers avec des sociétés liées pour un montant de 1,7 M\$ (aucun au deuxième trimestre 2016), compris dans les achats de biens et services. Ces transactions ont été comptabilisées à la valeur d'échange convenue entre les parties.

Au cours du premier semestre 2016, la Société a effectué des ventes à des sociétés liées pour un montant de 1,6 M\$ (2,0 M\$ à la même période de 2015). Au cours du premier semestre 2015, la Société a effectué des achats et engagé des dépenses de loyers avec des sociétés liées pour un montant de 2,6 M\$ (aucun au premier semestre 2016), compris dans les achats de biens et services. Ces transactions ont été comptabilisées à la valeur d'échange convenue entre les parties.

Capital-actions

Conformément aux exigences des autorités canadiennes régissant les normes de présentation du rapport de gestion, le tableau 12 présente les données du capital-actions de la Société au 15 juillet 2016. De plus, 1 310 000 options d'achat d'actions de la Société étaient en circulation au 15 juillet 2016.

Tableau 12

Capital-actions

(en actions et en millions de dollars canadiens)

	Au 15 juillet 2016	
	Émises et en circulation	Valeur comptable
Actions catégorie A	38 886 172	8,6 \$
Actions catégorie B	83 467 392	316,6

Le 29 juillet 2015, le conseil d'administration de Québecor a autorisé le renouvellement du programme de rachat dans le cours normal des activités pour un maximum de 500 000 actions catégorie A représentant environ 1,3 % des actions catégorie A émises et en circulation, et pour un maximum de 2 000 000 actions catégorie B représentant environ 2,4 % des actions catégorie B émises et en circulation au 29 juillet 2015. Les rachats peuvent être effectués entre les 13 août 2015 et 12 août 2016, au cours du marché en vigueur sur le marché libre par l'entremise de la Bourse de Toronto ou d'autres systèmes de négociation parallèles. Toutes les actions ainsi rachetées seront annulées.

Le 3 août 2016, le conseil d'administration de Québecor a autorisé le renouvellement du programme de rachat dans le cours normal des activités pour un maximum de 500 000 actions catégorie A représentant environ 1,3 % des actions catégorie A émises et en circulation, et pour un maximum de 2 000 000 actions catégorie B représentant environ 2,4 % des actions catégorie B émises et en circulation au 31 juillet 2016. Les rachats peuvent être effectués entre les 15 août 2016 et 14 août 2017, au cours du marché en vigueur sur le marché libre par l'entremise de la Bourse de Toronto ou d'autres systèmes de négociation parallèles. Toutes les actions ainsi rachetées seront annulées.

Au cours du premier semestre 2016, la Société a racheté et annulé 109 600 actions catégorie B pour une contrepartie totale en espèces de 3,6 M\$ (203 300 actions catégorie B pour une contrepartie totale en espèces de 6,3 M\$ au premier semestre 2015). L'excédent de 3,2 M\$ du prix de rachat sur la valeur comptable des actions catégorie B rachetées a été enregistré en réduction des bénéfices non répartis (5,5 M\$ au premier semestre 2015).

Instruments financiers

La Société utilise de nombreux instruments financiers, notamment des espèces et des quasi-espèces, des débiteurs, des placements à long terme, des dettes bancaires, des créiteurs et charges à payer, des dettes à long terme, des débentures convertibles et des instruments financiers dérivés.

Afin de gérer les risques liés à la variation des taux de change et des taux d'intérêt, la Société utilise des instruments financiers dérivés i) pour fixer en dollars canadiens les versements sur ses dettes libellées en dollars US (intérêt et capital) et certains achats de stocks et d'investissements en immobilisations libellés en devises, ii) pour obtenir un équilibre établi entre des dettes à taux fixe et à taux variable, et iii) pour fixer la valeur de certains instruments financiers dérivés au moyen d'opérations de compensation. La Société n'a pas l'intention de régler ses instruments financiers dérivés avant leur échéance puisqu'aucun de ces instruments n'est détenu ou émis à des fins spéculatives.

Certaines ententes de swaps sur devises et taux d'intérêt conclues par la Société comportent une option qui permet à chacune des parties de régler le contrat d'échange à une date spécifique, à la valeur du marché du moment.

La valeur comptable et la juste valeur de la dette à long terme, des débentures convertibles et des instruments financiers dérivés aux 30 juin 2016 et 31 décembre 2015 sont les suivantes :

Tableau 13**Juste valeur de la dette à long terme, des débetures convertibles et des instruments financiers dérivés**

(en millions de dollars canadiens)

Actif (passif)	30 juin 2016		31 décembre 2015	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Dette à long terme^{1, 2}	(5 758,5)	\$ (5 871,8)	(5 892,5)	\$ (5 894,9)
Débetures convertibles³	(758,9)	(758,9)	(706,4)	(706,4)
Instruments financiers dérivés				
Options de règlement anticipé	1,0	1,0	1,0	1,0
Contrats de change à terme ⁴	(6,2)	(6,2)	9,3	9,3
Ententes de swaps de taux d'intérêt	(0,6)	(0,6)	(0,8)	(0,8)
Ententes de swaps sur devises et taux d'intérêt ⁴	783,6	783,6	945,2	945,2

¹ La valeur comptable de la dette à long terme exclut les ajustements de la juste valeur de la dette à long terme liée au risque de taux d'intérêt couvert, aux dérivés incorporés et aux frais de financement.

² La juste valeur de la dette à long terme exclut la juste valeur des options de règlement anticipé présentée séparément dans le tableau.

³ La valeur comptable et la juste valeur des débetures convertibles sont composées du capital initial et de la valeur des caractéristiques de conversion, au prix plafond et au prix plancher, comptabilisés comme dérivés incorporés.

⁴ La valeur des contrats de change à terme utilisés pour fixer la valeur des positions de couverture existantes est déduite de la valeur des instruments financiers ainsi compensés.

La juste valeur estimative de la dette à long terme et des débetures convertibles est fondée sur les cours du marché lorsqu'ils sont disponibles ou sur des modèles d'évaluation. Lorsque la Société utilise des modèles d'évaluation, la juste valeur est fondée sur la valeur actualisée des flux de trésorerie en utilisant les taux de rendement à la fin de l'exercice ou la valeur de marché d'instruments similaires comportant la même échéance.

La juste valeur des instruments financiers dérivés constatée aux bilans consolidés est estimée selon les modèles d'évaluation de la Société. Ces modèles projettent les flux de trésorerie futurs et les actualisent selon les modalités de l'instrument dérivé et des facteurs de marché externes observables, comme les taux des swaps et les cours de change à la fin de la période. La juste valeur constatée des instruments financiers dérivés est aussi rajustée pour refléter le risque d'inexécution, compte tenu du contexte financier et économique à la date de l'évaluation, en attribuant une prime liée au risque de défaillance de crédit, fondée sur une combinaison de données de marché observables et non observables, à l'exposition nette par l'autre partie au contrat ou par la Société.

La juste valeur des options de règlement anticipé constatée comme des dérivés incorporés et des dérivés incorporés liés aux débetures convertibles est déterminée selon les modèles d'évaluation des options qui utilisent des données du marché, y compris la volatilité, les facteurs d'actualisation et les taux d'intérêt et les primes de crédit implicites aux prix ajustés des instruments sous-jacents.

Les pertes (gains) sur évaluation et conversion des instruments financiers pour les deuxièmes trimestres et premiers semestres 2016 et 2015 sont résumés dans le tableau 14.

Tableau 14**Perte (gain) sur évaluation et conversion des instruments financiers**

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2016	2015	2016	2015
Perte (gain) sur les dérivés incorporés liés aux débiteures convertibles	57,7 \$	(47,6) \$	49,9 \$	(40,0) \$
(Gain) perte sur la tranche inefficace des couvertures de la juste valeur	(1,3)	1,4	(0,1)	(1,5)
Perte sur la tranche inefficace des couvertures des flux de trésorerie	-	0,4	0,1	1,2
Gain sur les dérivés incorporés liés aux dettes à long terme	-	-	(0,1)	(0,1)
Gain sur renversement des dérivés incorporés lors du rachat de dettes	-	(0,1)	-	(0,4)
	56,4 \$	(45,9) \$	49,8 \$	(40,8) \$

Des gains de 36,1 M\$ et de 46,2 ont été enregistrés, respectivement au deuxième trimestre 2016 et au premier semestre 2016, aux autres éléments du résultat global relativement aux relations de couverture de flux de trésorerie (pertes de 32,2 M\$ et de 24,9 M\$, respectivement au deuxième trimestre 2015 et au premier semestre 2015).

Contrôles et procédures

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la Société et à la préparation des états financiers consolidés selon les IFRS.

Au cours du trimestre terminé le 30 juin 2016, aucune modification touchant le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou est susceptible d'avoir une incidence importante sur ce contrôle n'a été portée à l'attention de la direction de la Société.

Renseignements supplémentaires

La Société est un émetteur assujéti en vertu des lois sur les valeurs mobilières de toutes les provinces canadiennes ; par conséquent, elle est tenue de déposer des états financiers, une circulaire de sollicitation de procurations et une notice annuelle auprès des divers organismes de réglementation de valeurs mobilières. On peut obtenir, sans frais, une copie de ces documents, sur demande adressée à la Société ou sur le site Internet à l'adresse <www.sedar.com>.

Mise en garde concernant l'information prospective

Les énoncés figurant dans le présent rapport de gestion qui ne sont pas des faits historiques constituent des énoncés prospectifs assujettis à des risques, à des incertitudes et à des hypothèses importants connus et inconnus qui sont susceptibles d'entraîner un écart important entre les résultats réels de la Société dans des périodes futures et ceux qui figurent dans les énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs sont généralement reconnaissables à l'utilisation du conditionnel, d'expressions prospectives comme « proposer », « s'attendre », « pouvoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer que », « prévoir », « désirer », ou « croire » ou de la tournure négative de ces expressions ou de leurs variantes ou de toute terminologie similaire. Certains facteurs importants qui pourraient occasionner des écarts importants entre les résultats réels et ceux mentionnés dans ces énoncés prospectifs comprennent les suivants, bien qu'ils ne soient pas limités à ces derniers :

- la capacité de Québecor Média de continuer à développer avec succès son réseau et les installations de ses services mobiles ;
- le climat économique général, les conditions des marchés financiers et économiques, de même que les fluctuations commerciales subies par les annonceurs de Québecor Média sur le marché publicitaire local, régional et national des journaux, de la télévision et des autres médias ;
- l'intensité de l'activité concurrentielle dans les industries où Québecor est active ;
- la fragmentation de l'univers des médias ;

- des nouvelles technologies qui pourraient changer le comportement des consommateurs à l'égard de l'offre de la gamme de produits de Québecor Média ;
- des investissements en capital imprévus qui seraient nécessaires pour le développement de son réseau ou pour répondre au développement continu de solutions technologiques alternatives, ou l'inaptitude à obtenir des capitaux dans le but de poursuivre la stratégie de développement des secteurs d'activité de Québecor ;
- la capacité de Québecor de mettre en œuvre avec succès ses stratégies d'affaires et de développement ou de gérer sa croissance et son expansion ;
- les interruptions de service sur le réseau de Québecor Média par lequel sont offerts les services de télédistribution numérique, d'accès Internet, de téléphonie et de Club illico, ainsi que la capacité de Québecor Média de protéger son réseau contre le piratage, l'accès non autorisé ou d'autres violations de la sécurité ;
- les conflits de travail ou les grèves ;
- les changements dans la capacité de Québecor Média d'obtenir des services et des équipements essentiels à la conduite de ses activités ;
- des changements aux lois et aux règlements, ou dans leurs interprétations, qui pourraient entraîner, entre autres, la perte (ou la réduction de la valeur) des licences ou des marchés de Québecor Média ou l'augmentation de la concurrence, des coûts de fonctionnement, ou des dépenses d'investissement ;
- la capacité de Québecor Média de développer avec succès les activités de son secteur Sports et divertissement ou d'autres domaines en expansion de ses autres secteurs d'activité ;
- le niveau substantiel de l'endettement de Québecor, le resserrement du marché du crédit ou des restrictions sur les activités commerciales de Québecor imposées par les conditions des emprunts ; et
- les fluctuations des taux d'intérêt pouvant avoir des effets sur les exigences de remboursement des intérêts sur la dette à long terme de Québecor.

Les énoncés prospectifs décrits dans ce document afin de permettre aux investisseurs et au public de mieux comprendre l'environnement dans lequel la Société évolue sont fondés sur des hypothèses qu'elle croit être raisonnables au moment où elle a émis ces énoncés prospectifs. Les investisseurs et autres personnes devraient noter que la liste des facteurs mentionnés ci-dessus qui sont susceptibles d'influer sur les résultats futurs n'est pas exhaustive et éviter de se fier indûment à tout énoncé prospectif. Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses susceptibles d'entraîner un écart entre les résultats réels de la Société et les attentes actuelles, veuillez vous reporter aux documents publics déposés par la Société qui sont disponibles à <www.sedar.com> et à <www.quebecor.com>, y compris, en particulier, la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015.

Les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion reflètent les attentes de la Société au 4 août 2016 et sont sous réserve des changements pouvant se produire après cette date. La Société décline expressément toute obligation ou tout engagement de mettre à jour ces énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif que ce soit, à moins que les lois sur les valeurs mobilières applicables l'exigent.

Montréal, Québec

Le 4 août 2016

QUÉBECOR INC. ET SES FILIALES

SÉLECTION DE DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

(en millions de dollars canadiens, sauf pour les montants relatifs aux données par action)

	2016		2015				2014	
	30 juin	31 mars	31 déc.	30 sept.	30 juin	31 mars	31 déc.	30 sept.
Revenus	992,5 \$	975,4 \$	1 023,5 \$	974,5 \$	963,8 \$	929,0 \$	956,7 \$	890,9 \$
Bénéfice d'exploitation ajusté	360,3	354,7	360,8	391,4	349,3	339,2	353,1	361,8
Contribution au bénéfice net (à la perte nette) attribuable aux actionnaires :								
Activités d'exploitation poursuivies	69,9	67,7	58,0	74,0	66,5	41,4	50,6	58,1
(Perte) gain sur évaluation et conversion des instruments financiers	(57,0)	6,8	(85,5)	51,1	47,7	(8,6)	(92,5)	(26,9)
Éléments inhabituels	(3,1)	(4,6)	(6,6)	(38,1)	(33,0)	(1,3)	(30,5)	(21,4)
Activités abandonnées	-	-	(0,7)	(1,9)	(9,1)	(2,1)	12,9	35,3
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires	9,8	69,9	(34,8)	85,1	72,1	29,4	(59,5)	45,1
Données de base par action								
Contribution au bénéfice net (à la perte nette) attribuable aux actionnaires :								
Activités d'exploitation poursuivies	0,57 \$	0,55 \$	0,47 \$	0,60 \$	0,54 \$	0,34 \$	0,41 \$	0,47 \$
(Perte) gain sur évaluation et conversion des instruments financiers	(0,47)	0,06	(0,70)	0,42	0,39	(0,07)	(0,75)	(0,22)
Éléments inhabituels	(0,02)	(0,04)	(0,05)	(0,31)	(0,27)	(0,01)	(0,25)	(0,17)
Activités abandonnées	-	-	-	(0,02)	(0,07)	(0,02)	0,11	0,29
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires	0,08	0,57	(0,28)	0,69	0,59	0,24	(0,48)	0,37
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en millions)								
	122,4	122,5	122,5	122,7	122,8	122,9	122,9	122,9
Données diluées par action								
Contribution au bénéfice net (à la perte nette) attribuable aux actionnaires :								
Activités d'exploitation poursuivies	0,51 \$	0,50 \$	0,43 \$	0,54 \$	0,49 \$	0,32 \$	0,38 \$	0,43 \$
Impact de la dilution	0,06	-	0,04	-	-	0,02	0,03	0,04
Perte sur évaluation et conversion des instruments financiers	(0,47)	(0,01)	(0,70)	-	-	(0,07)	(0,75)	(0,22)
Éléments inhabituels	(0,02)	(0,03)	(0,05)	(0,27)	(0,23)	(0,01)	(0,25)	(0,17)
Activités abandonnées	-	-	-	(0,01)	(0,07)	(0,02)	0,11	0,29
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires	0,08	0,46	(0,28)	0,26	0,19	0,24	(0,48)	0,37
Nombre moyen pondéré d'actions diluées en circulation (en millions)								
	122,8	143,6	122,5	143,7	143,9	123,2	122,9	122,9